

VII Assemblée de la CONSEU  
Val d'Aoste. 12-14 octobre 2007

**Les nations sans état et la réforme des institutions internationales**

**Intervention de M. Xosé Manuel Beiras.**  
**Président de la *Fundación Galiza Sempre*. Galice.**

**I. Les nations sans État**

“... la nation est un phénomène social. La nation n'est pas une somme d'individus, mais chaque individu est le produit de la nation, qu'ils soient le produit de la même société fait d'eux une communauté. (...)Ainsi la nation ne doit pas son existence à des statuts externes, mais pré-existe –logiquement et non historiquement- à tout statut”.

Otto Bauer, *La question des nationalités et la socialdémocratie*, 1907, chap. 10.

Dans la bonne logique de l'histoire, quelque chose de si simple et de diaphane comme la teneur de ce paragraphe, écrit il y a cent ans, devrait être assumé socialement et intégré, depuis longtemps, dans le patrimoine commun de notre culture politique – pour le moins dans l'européenne. Mais les faits semblent indiquer que ce n'est pas le cas. Et que cela ne soit pas, que cette pensée ne soit pas incorporée dans la cosmovision politique de droite concernant les questions nationales serait encore explicable dans la mesure où cette droite s'acharne à rester enfermée dans les projets chauvinistes ancestraux –ce qui en soi est assez grave pour l'état de santé de n'importe quelle culture démocratique. Après tout, Otto Bauer était la plus illustre tête pensante de l'austro-marxisme du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, surtout en ce qui concerne les questions nationales. Mais, ce qui plus grave encore c'est que son affirmation diaphane et simple n'ait pas non plus été assumée par la gauche actuelle, ni, par conséquent, intégrée dans sa culture politique –et je veux parler, restrictivement, de la gauche présente dans les institutions du pouvoir.

Tout compte fait, ce qui arrive en ce moment dans le langage politique au goût du jour à propos du mot “nation”, cadre dans la diagnose pénétrante qu'en fit Roland Barthes, il y a bien longtemps, dans ses *Mythologies*. Souvenons-nous : Barthes, dans cette collection d'articles, réfléchissait sur les “mythes de la vie quotidienne” dans la France d'il y a un demi siècle. Il considérait que la notion de mythe était propre à rendre compte des “fausses évidences” dont la langue et le discours du “bon sens” établi paraient la description de la réalité. En révélant son genre de “mythes”, Barthes mettait à découvert “l'abus idéologique” tapi sous ces “fausses évidences”. Cela nous paraît tout aussi applicable, par exemple, aux lectures chauvines que l'on fait de nos jours de la définition de l'Espagne comme nation recueillie dans le texte constitutionnel en vigueur. Mais nous avons certainement tort puisque cette définition constitutionnelle est formulée comme un axiome, et les axiomes ne sont pas un point d'aboutissement dans le déroulement d'un discours mais un point de départ dans une argumentation –ou une apologétique. Autrement dit : un axiome, logiquement, n'est pas discutable ni ne peut être soumis à une démonstration, justement parce que c'est l'énoncé d'une évidence. L'on pourra donc encore moins le répertorier en tant que “mythe” dans le sens de Barthes –car il ne saurait être une “fausse évidence”, vade retro.

Mais, trêve de sarcasmes, voyons ce qu'est une “nation” pour Bauer. C'est en deux versions consécutives qu'il formule ce concept : la seconde est une reformulation de la première, comme résultat d'un processus de réflexion sur son contenu. La première : la nation est “une communauté de caractère qui se constitue à partir d'une communauté de destin”. La seconde : “La nation est l'ensemble des êtres humains liés par la communauté de destin dans une communauté de caractère”. Traduisons. Bauer désigne sous les termes “communauté de destin” le résultat de la combinaison d'une “communauté d'origine” –le peuple forgé par l'histoire – avec une “communauté de culture”- qui implique une communauté de communication, et de là l'importance d'une langue propre forgée dans le même processus que la culture originelle. Enfin, la “communauté de caractère” serait l'expression identitaire de l'ensemble des êtres humains qui constituent la communauté nationale.

Par conséquent, la nation n'est pas un fait politique, dans le sens habituel de superstructure qu'on donne en général, en détournant le sens, à ce terme. La nation “est un phénomène social ”forgé dans le cours de l'histoire à partir d'un noyau identitaire initial, la communauté “d'origine” –fréquemment un groupe ethnique, non pas dans le sens restrictif “racial”, mais dans le sens le plus ample et polymorphe de l'anthropologie sociale et culturelle. Quoi qu'il en soit, elle n'a rien à voir avec l'état ou une forme quelconque de superstructure juridico-politique. Ce qui est normal, c'est qu'une “communauté nationale”, si elle est établie sur un territoire –et qui peut ne pas l'être tout en étant une nation- se donne un appareil juridico-politique et finisse par construire un État. Nous disons État, génériquement, et non État moderne : de nombreuses nations ont construit leur état au cours d'étapes historiques bien antérieures, et le concept de nation élaboré par Bauer n'est pas cantonné au cycle moderne de l'histoire européenne. Mais, même si cela n'était pas le cas, la nation n'en est pas moins une en tant que “phénomène social” –nous dirions même mieux, peut-être, “sociopolitique”, par opposition à “politico-institutionnel”.

Dans le contexte de cette dissection contextuelle, l'affirmation catégorique qui clôt la citation initiale de Bauer prend tout son sens : “ De telle sorte que la nation *ne doit pas son existence à des statuts externes, mais pré-existe (...) à tout statut*”. Otto Bauer n'a pas été fortuné. De nos jours le rapport entre ces deux termes de la “question nationale” –nation et état, nation comme fait sociopolitique et “statut” juridico-politique de cette “communauté”- est abordé justement à l'envers jusqu'aux héritiers mêmes de la cosmovision social-démocrate –marxiste à l'époque- que la pensée de Bauer avait contribué de façon décisive à éclaircir. Par exemple : il y a une nation espagnole parce que le texte constitutionnel la “statue”. Il n'y a pas de nation galicienne, ni catalane, ni basque, parce que ce même texte, ce “statut externe”, refuse leur existence. Et à l'inverse : elles ne le seront que si leurs statuts en décident ainsi.

“C’est sur notre représentation du rapport de la nation au sol que repose notre compréhension du rapport qu’entretient la nation avec l’État. (...) L’État est né comme *corporation territoriale* en ce que la répartition territoriale a décomposé et finalement éliminé l’ancienne constitution parentale. (...) D’un point de vue juridique formel, l’État moderne est la corporation territoriale souveraine. (...) Même la collectivité de l’avenir ne pourra se passer de l’attribut de la *souveraineté*”.

Otto Bauer, *La question des nationalités et la socialdémocratie*, 1907, chap. 30.

Dans l’histoire et dans l’ordre social –qui n’ont certainement rien de “naturel”, et les ultralibéraux auront beau dire- l’état est le support institutionnel de la société et, par conséquent, de la “communauté nationale”. Revenons à Bauer : “la nation est un phénomène social”, et non une construction superstructurelle. La “communauté nationale” pré-existe, son existence est logique et antérieure “à tout statut”, c’est-à-dire, à toute formalisation juridico-politique de son existence. La société peut exister, et, de fait, elle a historiquement existé, sans l’existence de ce que nous entendons par État. La nation, comme fait social, aussi. Ainsi qu’il peut exister une nation sans territoire délimité. Il existe ainsi –C’est Löwy qui l’affirme, pas nous -une nation noire aux États-Unis– car ce n’est pas seulement une “race”. Et, de fait, Bauer signale, avec une acuité pénétrante, que le territoire n’est pas l’un des éléments définitoires de la nation, mais une “condition de l’efficacité des autres éléments”, les définitoires, lorsqu’une communauté nationale est établie sur un espace territorial qui détermine une “communauté d’habitation”. Et d’ajouter : “c’est sur notre représentation de la relation de la nation avec le sol que repose notre compréhension du rapport qu’entretient la nation avec l’État, qui est la corporation territoriale la plus importante”<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les constituants espagnols auraient dû le savoir quand ils tentèrent de résoudre le casse-tête de nos questions nationales moyennant “*l’organisation territoriale de l’État*” –c’est ainsi qu’a été littéralement libellé le malheureux titre VIII de la constitution de 1978. L’organisation territoriale de l’appareil de l’état est une question de droit administratif –celui de l’ “administration territoriale” ou “locale”, également –et non pas de droit politique ni de théorie de l’État. Le problème constitutionnel à résoudre, par conséquent n’est plus la “décentralisation” politique et administrative territoriale, mais l’articulation des pouvoirs politiques, qui en démocratie découlent de la “souveraineté populaire”, lorsque la citoyenneté titulaire de ces pouvoirs souverains ne constitue pas une seule nation, mais plusieurs, et l’on fait le choix de convenir de son organisation en une superstructure plurinationale au lieu de

“aujourd’hui, la bourgeoisie se dilue dans la nation (Mais) le substrat politique est là, tout proche, telle circonstance tout à coup le manifeste : il y a, à la Chambre, des partis ‘nationaux’, et le syncrétisme nominal affiche ici ce qu’il prétendait cacher : une disparité essentielle”.

Roland Barthes, *Mythologies*, 1957.

Dans les *Mythologies* de Barthes –dire qu’elles ont été écrites voilà un demi-siècle– nous trouvons une phrase qui vient à propos pour ce qui nous occupe : “je réclame de vivre pleinement la contradiction de mon époque, qui peut faire d’un sarcasme la condition de la vérité”. Quant à l’objet de notre étude, le sarcasme prend ses racines dans la réalité elle-même. Par conséquent, ce serait manquer à la vérité que de le passer sous silence ou de le masquer. Plus précisément, la dérober. Permettre qu’elle demeure cachée sous les atours du mythe, qui “est un langage”. “La sémiologie –c’est Barthes qui nous le dit – nous a appris que le mythe a pour mission de fonder une intention historique en nature, une contingence en éternité”. Par exemple : “le vin est objectivement bon, et *en même temps* la bonté du vin est un mythe : voilà l’aporie” – autrement dit, l’assertion contradictoire dans sa conclusion. Nous tenterons de nous expliquer.

L’idéologie libérale –c’est-à-dire bourgeoise- a travaillé à transformer les réalités sociales en naturelles, et les historiques en éternelles, nommément qui lui sont contemporaines, socialement configurées et dominées par elle. Et elle le fit en agissant politiquement dans le cadre du modèle dénommé État-nation, ou national : “pratiquées nationalement, les normes bourgeoises sont vécues (socialement) comme des lois

---

construire, chacune, son état indépendant. Il s’agit du “pacte fédéral” ou “confédéral” –seule formule de structuration qui permet d’articuler les pouvoirs de façon appropriée et la solution correcte, pour la théorie de l’État, pour une réalité plurinationale comme “phénomène social”. Ce fut précisément cette réflexion que des penseurs de gauche comme Bauer ont développée dans leurs études sur la nature des questions nationales alors qu’ils cherchaient des critères solides pour résoudre les problèmes qu’elles posaient en termes de théorie de l’état. Cependant, c’est justement cette réflexion qui n’a pas été faite, qui ne se fait en ce moment ni dans l’une ni dans l’autre des formations partisans espagnoles aujourd’hui confrontées à cause de la question épineuse des réformes statutaires ; avec, en toile de fond, la constitution, dans la pénombre.

évidentes d'un ordre naturel ”. Pour mener à bien cette opération, il a fallu que cette idéologie vide ces réalités de leurs contenus concrets –qu'elle les dé-substance- et les réduise à leurs simples représentations abstraites et “universelles”. Mais il lui a fallu, en outre, les dépolitiser, en les transformant en mythes : dans la société libérale –bourgeoise, nous le répétons- “le mythe est un mot dépolitisé ”. Au sens profond du terme “politique”, comme ensemble de rapports humains dans leur structure sociale et leur pouvoir de construire le monde. Finalement, le créateur de cette idéologie a dû se cacher, à commencer par l'occultation de son nom : “la bourgeoisie se définit comme la classe sociale qui ne veut pas être nommée ”.

C'est étrange mais c'est vérifiable. Elle ne fait aucune difficulté à ce que l'on nomme le régime économique qui domine, le capitalisme : elle en fait même profession. Elle se résiste cependant à l'identification politique : aucun parti ne porte la dénomination de “bourgeois” –pas même “conservateur” dans l'espace européen continental. Elle est déguisée sous diverses ellipses et dénominations élusives et envahissant des domaines non particuliers : démocratie (habituellement chrétienne), république (française). Dans “celtiberia” elle a même usurpé, nommément, et à pervertir, par inversion, l'attribut “populaire”, rien que cela –qui, à propos, a fait fortune en s'étendant au niveau de l'UE. Néanmoins, c'est précisément au niveau idéologique que la bourgeoisie occulte le plus strictement son identité : comme c'est naturel, c'est là qu'elle s'efforce de faire rentrer dans l'anonymat le père de la créature frauduleuse, du mythe transformiste de la réalité.

Voilà donc que dans l'histoire des États européens, construits pas des révolutions bourgeoises, l'escamotage du nom bourgeois s'est souvent fait “à travers l'idée de *nation*”, dit Barthes. Autrement dit : d'une certaine idée ou d'un concept de nation : justement celle qui identifiait nation avec État, qui construisit l'édifice théorique de l'État-nation, et finit par définir la nation par l'État, grâce à une inversion caractéristique de la fonctionnalité du mythe : vider les réalités socio-historiques de leurs contenus concrets et substantiels et les remplacer par leur sublimation en des représentations formelles et superstructurelles

Et nous en arrivons ainsi à un concept détérioré de nation, comme « fondement » de l'État, inventée et définie par l'État lui-même dans sa constitution –voilà, une fois encore, l'aporie, et à présent, en plus, une tautologie aussi, autre caractéristique barthienne du mythe, ou de ses formes rhétoriques. Au passage, dans cette dérive fondamentaliste, –celle-ci l'est bel et bien- la nation se dépolitise. C'est-à-dire que le mythe “nation” ainsi élaboré cache la réalité de la structure sociale, de la composition et de la domination de classes, des contradictions dialectiques conflictuelles entre elles. Et puis aussi de quelque chose dont l'occultation s'avère cruciale pour maintenir l'aliénation du commun des citoyens : le contenu de classe du pouvoir politique, et, donc, de l'État constitué démocratiquement.

L'une des phrases barthiennes citées plus haut affirme que l'existence, dans l'assemblée parlementaire française, de partis “nationaux” révélait une “disparité essentielle” que cette dénomination prétendait cacher. Il veut parler de la disparité des classes existant dans la société française, que cette invocation mythique de la nation tentait d'occulter, réduisant la réalité sociale à un amalgame amorphe, sans structure interne. Dans le cas espagnol, outre la structure de classes, le mythe de la nation – espagnole- camoufle et tend même à nier l'autre seconde “disparité essentielle” de la réalité sociale : sa nature plurinationale –dans le seul sens, non mythique mais objectif et sociohistorique du concept.

Or, cette dimension particulière de mythe national espagnol cache la véritable explication causale de l'embrouillement autonome représenté actuellement sous forme de comédie de réformes de statuts régionaux cherchant à éluder toute réforme substantive. En effet, une réforme substantive, quelle qu'elle soit, de l'articulation politique de la réalité plurinationale requiert la modification qualitative du statut politique de chacune des nations-sans-État existantes. Mais cela exige d'aborder en termes de théorie de l'État un problème dont tous fuient comme des chats échaudés : l'organisation plurinationale des sources démocratiques de pouvoir, c'est-à-dire, de souverainetés politiques, de souverainetés nationales. Et, pour ce faire, rien ne sert de

faire des réformes du statut régional autonome, dans le cas de la Galice, du Pays Basque ou de la Catalogne. Surtout si la condition inéluctable pour leur admission est qu'elles n'entraînent pas de réformes dans la constitution. Parce que cette réforme est, justement, l'opération indispensable pour la solution politique du problème. En d'autres termes : pour les trois nations-sans-État, il faut des constitutions, au pluriel –et non pas des statuts régionaux- comme base démocratique pour un pacte fédéral ou confédéral qui reconstitue un État espagnol qui est à tout le monde et pas à ceux, toujours les mêmes, qui ont l'habitude de se l'approprier.

Si ces réflexions sont tenues pour acceptables, elles doivent nous servir à établir les bases conceptuelles de la recherche de formules adéquates pour résoudre le problème de la relation des nations-sans-État avec les institutions politiques de la communauté internationale. En effet, l'articulation des nations-sans-État dans les organisations supra-étatiques s'avère analogue à leur articulation dans les conceptions d'appareils d'État qui regroupent des espaces sociopolitiques plurinationaux.

Cependant, à l'heure actuelle, ce problème se situe dans un contexte international conditionné par un phénomène qui affecte la structure du système mondial : c'est ce que l'on appelle la globalisation. Il conviendra, par conséquent, de faire quelques remarques à ce propos.

## **II. Les peuples et la globalisation**

En effet, pour mettre en contexte la situation des nations-sans-État, il faut mentionner les changements économiques, idéologiques et politiques qui se sont produits au cours des dernières années.

### **1. La “mondialisation”**

Dans le domaine socioéconomique, nous assistons au processus de transnationalisation du capital et à la métamorphose corrélative de la DIT (Division Internationale du Travail) et encore des rapports capital-travail et pouvoir économique-pouvoir politique qui, dans la phase actuelle, revêt la morphologie du phénomène que l'on a dénommé mondialisation ou globalisation. La transnationalisation en tant que telle, génériquement parlant, vient du passé. Elle accélère et mue qualitativement au cours du cycle long qui commence après la II Guerre Mondiale et qui s'achève dans la crise qui démarre au milieu des années soixante-dix. Cette période va vivre plusieurs mutations cardinales. Signalons-en trois :

1<sup>a</sup>) La montée des grandes corporations transnationales à la position hégémonique dans le tissu entrepreneurial international.

2<sup>a</sup>) L'ouverture de processus d'intégration institutionnalisée sur des marchés “communs” à l'échelle supra-étatique, favorisant la stratégie du capital transnational dans les espaces qui font l'objet de l'intégration.

3<sup>a</sup>) Une transformation progressive dans la structure des relations centre-périphérie dans le système économique mondial.

Cependant, dans la phase de la mondialisation, depuis le début des années 80, des mutations supplémentaires inédites se présentent :

A) La montée de l'hégémonie des formes et des circuits du capital-argent (et, par conséquent, des marchés financiers) sur ceux du capital-productif (capitalisme industriel).

B) La primatie corrélative des politiques monétaires sur les politiques de développement, aussi bien pour les pays que pour les espaces supra-étatiques intégrés ou en voie d'intégration (CEE-UE).

C) La détérioration ou la rupture des règles et méthodes de la "concertation sociale" dans les rapports capital-travail dans les sociétés du centre du système, comme conséquence du transit de l'hégémonie du capital-productif vers celle du capital-argent et de l'imposition de la logique du second au comportement du premier.

L'existence de partenaires dominants (grandes transnationales et banque internationale) et l'imposition de règles du jeu asymétriques dans les transactions économiques (production, commerce, investissements, argent, devises, actifs financiers) de la part d'organismes comme le FMI, la BM, l'OMC, l'OCDE, le G-7 ou l'UE elle-même, configurent un processus mondialisateur hiérarchisé, inégal et porteur de lourdes conséquences, aussi bien vis à vis de la possibilité de formulation d'une stratégie de développement autocentré, conformément aux besoins spécifiques de chaque pays, que de la croissance de la vulnérabilité et l'instabilité des économies, de la dépendance, déguisée en interdépendance, par l'effet des décisions adoptées par des agents étrangers, sans qu'il y ait de contrôle possible sur ces dernières.

Quant à nous, nous considérons de la plus haute importance les implications qui découlent de la mondialisation en termes de destruction progressive des bases matérielles et de distorsion des structures économiques et morphologiques sociales authentiques des réalités nationales, car ces implications s'avèrent particulièrement graves lorsqu'il s'agit de nations-sans-État et, par conséquent, désarmées sur le plan politique-institutionnel, dépourvues de la souveraineté politique qu'on peut exercer avec l'appareil d'un État propre.

Mettons, par exemple, dans le cas de la Galice, la capacité de distorsion des conditionnements posés par le contexte externe, d'autant plus puissants que l'économie galicienne avait toujours été, dans les temps modernes, comme une cellule sans membrane, un organisme écorché, un espace sans frontières. Je veux dire par là que les frontières ne sont pas un phénomène physique, ni géographique, ni économique, mais institutionnel. Les frontières sont des phénomènes institutionnels, elles sont marquées par des institutions telles que les postes de douanes et les taxes douanières, la monnaie à cours légal, le système fiscal, le droit civil ou du travail - et, au sommet, l'ordonnancement juridico-politique du pouvoir de l'État, avec un domaine territorial et citoyen sur lequel il est en vigueur. La Galice a manqué quasiment de tout cela depuis l'aube de l'âge moderne : pendant toute cette période, "la Galice sans frontières" fut toujours une réalité - nul besoin de la revendiquer pour entrer dans la postmodernité. Ce manque d'appareil d'État propre fut un facteur du confinement de la Galice dans un espace socio-économique que Dudley Seers définit comme "l'Europe périphérique".

Depuis 1981, la création d'institutions politiques régionales autonomes, avec des domaines personnels et territoriaux de pouvoir, pourvoyait d'une certaine forme de frontières la formation sociale galicienne. Mais seulement d'une certaine manière, légère et fragmentaire. Rien de comparable aux défenses, aux boucliers et aux clôtures qu'offre un appareil d'État conventionnel à l'égard de l'environnement ou du contexte externe de son espace économique.

## **2. La "pensée unique"**

Sur le plan idéologico-politique, nous assistons à l'éclosion de l'idéologie ultralibérale érigée en monopole de la pensée. La "pensée unique" intronise le dogme du marché come unique principe de pouvoir, indiscutable et perdurable pour le fonctionnement de l'ordre social, au-dessus et hors de la portée de la souveraineté des citoyens et des domaines du pouvoir démocratique institutionnalisé, et impose le

“dérèglement” généralisé de l’activité économique “privée” et des relations sociales corrélatives (en l’occurrence, les rapports dans le monde du travail).

Le principe de la souveraineté du marché exclut toute pensée divergente. Le pouvoir transmue les instruments de l’*information* en pouvoirs médiatiques de *communication* unidirectionnelle qui imposent des idéologèmes enracinés dans le darwinisme social, dans une dynamique sociale atomisée qui exclut le principe de la coopération et stimule l’éradication de l’expérience vitale et du concept même de *communauté*, et primordialement de *communauté nationale*, la cible prioritaire des attaques de la pensée unique car elle s’est révélée, dans l’histoire contemporaine, comme la forme de communauté pourvue de la plus grande cohésion et enracinement dans la conscience sociale des peuples. C’est dans ces coordonnées que prend tout son sens la raison d’être des croisades de l’appareil idéologique ultralibéral sous nos latitudes contre les nationalismes émancipateurs, corrélativement à l’exacerbation paroxystique des chauvinismes d’État oppresseurs comme succédané d’une dynamique perverse de l’aliénation de la citoyenneté.

### **3. Le remplacement de l’“État-nation-sociale” par l’“État-cosmopolite-pénal”**

Au plan politique-institutionnel, l’on projette le corrélat des phénomènes et des processus antérieurs, ce qui se traduit par une métamorphose des superstructures institutionnelles du pouvoir politique. Tandis que le modèle de l’État structuré se maintient formellement voire devient universel, conformément à la tripartition bien connue des pouvoirs -législatif, exécutif et judiciaire-, la métamorphose s’opère, d’une part, grâce à l’articulation et la hiérarchie entre ces trois instances du pouvoir, et d’autre part, dans la relation triangulaire entre le pouvoir social (nommément, pouvoir économique), le pouvoir politique et les citoyens.

Nous assistons à une véritable subversion involutive des postulats démocratiques sur lesquels se fondaient l’ordre hiérarchique et les engrenages entre les trois pouvoirs :

on passe d'un ordonnancement dans lequel le législatif, expression de la souveraineté citoyenne, était au-dessus de l'exécutif tandis que le judiciaire se tenait au large tel un arbitre indépendant, à une disposition dans laquelle l'exécutif prend de plus en plus son indépendance par rapport au législatif et détermine de plus en plus le judiciaire.

Cette perverse métamorphose est transposée sans vergogne dans les superstructures supra-étatiques créées dans les processus d'intégration économique-politique en cours de nos jours, tels que l'Union Européenne, et les institutions politiques construites par la "communauté internationale" pendant la longue période de la dénommée "guerre froide" pour défendre l'équilibre indispensable et le dialogue entre les blocs, comme c'est le cas de l'ONU. L'ONU, justement, depuis l'implosion du bloc de l'Est est de plus en plus subordonnée à la superpuissance USA voire supplantée sans scrupules, le cas échéant, par une organisation militaire comme l'OTAN.

En parallèle, la métamorphose a fait en sorte que le pouvoir économique opère d'ores et déjà hors du contrôle du pouvoir politique (grâce au combiné "dérèglement plus privatisation" généralisés) et aussi que le pouvoir politique agisse de facto en marge du contrôle démocratique des citoyens.

Entretemps ; il se produit une aggravation et un renforcement des ressorts et des fonctions foncièrement répressives du pouvoir politique face à la croissance des masses de citoyens lésés dans leurs conditions sociales de vie à cause de la perte des instruments, ou l'abandon des fonctions économiques, sociales et voire culturelles du modèle d'État préexistant. En synthèse, le processus conduit tendancieusement *au remplacement de l'État-nation-sociale par l'État-cosmopolite-pénal*, selon la vision lucide de Loïc Wacquant qui associe l'atrophie délibérée de l'État social (mercantilisation généralisée, dérèglementation du travail et perte des protections) avec l'hypertrophie de l'État pénal (criminalisation de la pauvreté, durcissement des peines et généralisation des politiques de contrôle et de répression).

Il faudrait ajouter aussi à cette diagnose que la tendance -patente dans le processus de globalisation- à la dissociation divergente entre l'État, en tant qu'appareil juridico-politique, et les citoyens, en tant que société, conduit également à la fracture des ponts qui existaient dans les modèles précédents entre les citoyens, les groupes sociaux, les classes sociales et la superstructure juridico-politique.

#### **4. L'Europe et la Galice**

Contrairement aux conceptions des européistes qui, dans les années 40 et 50 du siècle dernier concevaient la structuration de l'Europe conformément à sa réalité sociopolitique et culturelle -l'Europe des "communautés basiques", c'est-à-dire les peuples et nations avec ou sans État-, la globalisation est venue aggraver une tendance qui permet aujourd'hui de constater la consolidation d'une union économique -surtout monétaire, dans son noyau - efficace pour les stratégies et les actions du grand capital transnational mais très précaire au plan politique.

L'approfondissement du projet politique européen, la création d'institutions possédant de véritables compétences législatives et de gouvernement, est encore vu comme un obstacle par les forces économiques protagonistes de la transnationalisation, et il est aussi boycotté par les grands États chauvinistes qui, monopolisant la structure institutionnelle actuelle, s'attachent à empêcher l'émergence civique d'une nouvelle Europe articulée autour de sa base plurinationale, pluriculturelle et plurilingue.

Dans notre pays, la Galice, nous connaissons bien les effets dévastateurs -sur sa culture, ses possibilités de développement, l'identité et le bien-être de ses habitants- qui découlent de la négation systématique de sa réalité nationale et de son droit à l'autodétermination. Voilà la raison pour laquelle nous concevons notre revendication d'un espace de libre décision comme la seule et la meilleure défense pour garantir le bien-être matériel, social et culturel de tous les Galiciens et Galiciennes qui pourraient ainsi, pourvus d'instruments de pouvoir politiques adaptés à leur réalité (et à leur volonté démocratique), être des citoyens de plein droit

\* \* \* \*

Le modèle dominant est un pari perdu : il produit de nouvelles exclusions et de nouvelles formes de pauvreté, loin de répandre la paix et de résoudre pacifiquement les conflits, il introduit de nouvelles sources de tension, il théorise et pratique la guerre préventive ; il entrave -malgré la généralisation de l'information- la compréhension du monde, il réduit en miettes les identités culturelles et les équilibres écologiques séculaires... Renfermant, de surcroît, un risque totalitaire, il éloigne les décisions des citoyens, il encourage de nouvelles formes d'aliénation, il justifie la réduction des libertés.

La souveraineté et l'organisation politiques des réalités nationales qui répondent à de longues périodes de construction historique représentent aujourd'hui, dans notre conception, une plus grande démocratisation, une entrave aux pratiques impérialistes et à la désarticulation de la légalité internationale fragile. Ces espaces d'identité collective sont une base indispensable pour la construction de la vie sociale et un antidote contre l'éloignement des centres de décision par rapport au vécu et aux aspirations des sociétés qui existent réellement. Un soutien indispensable des formules participatives qui doivent compléter l'exercice du pouvoir politique représentatif.

### **III. L'indispensable réforme du système des Institutions Internationales**

Dans le cadre de notre participation active depuis 2001 à la démarche du Forum Social Mondial, nous partageons le besoin de réformer en profondeur le système des institutions internationales et nous souscrivons à la Campagne Mondiale lancée par le Forum UBUNTU qui souligne, entre autres problèmes urgents à résoudre pour l'humanité : le risque d'uniformisation culturelle, la diminution de l'influence des institutions politiques face à l'hégémonie du marché et la faiblesse et la marginalisation des institutions internationales.

Il ressort des considérations que nous venons de faire à propos de la globalisation qu'il est évident qu'il faut *rendre* à l'ONU son rôle central dans les

relations internationales, en renforçant et en démocratisant sa composition et les processus de prise de décisions et en la chargeant du contrôle effectif sur d'autres organisations multilatérales globales.

Parmi les idées et les propositions concernant les objectifs de la réforme, il nous paraît pertinent de souligner qu'il est nécessaire de défendre la diversité culturelle, la promotion d'un rôle plus important pour les parlementaires et les citoyens et le constat du poids inévitable de nouveaux acteurs sur la scène internationale, c'est-à-dire les mouvements populaires et sociaux et les organisations civiques.

Néanmoins, le fait que la charte de l'ONU elle-même commence par cette phrase : "Nous, peuples des Nations Unies" et que l'histoire même de cette organisation ait vu se multiplier par quatre le nombre de ses états membres, confère une importance toute particulière aux points de vue qui mettent l'accent, dans le processus actuel, sur la souveraineté des peuples et le progrès indispensable vers la reconnaissance effective, parmi les droits collectifs, de ceux par lesquels s'expriment les identités culturelles et nationales.

Ainsi, le processus de réforme des Nations Unies devrait chercher une *nouvelle architecture institutionnelle* qui augmente les possibilités de représentation et de participation tout en tenant compte des différents niveaux de gouvernement existants, faisant, en même temps, de l'organisation internationale un agent actif de démocratisation vers le bas, aussi bien dans l'exigence du respect pour les droits humains que dans le soutien et la promotion des droits et du pouvoir politiques des peuples privés de la pleine reconnaissance de leur souveraineté.

En toute logique, partant de notre perspective, c'est-à-dire, étant donné notre condition de nations-sans-état, les critères pour une nouvelle architecture institutionnelle de l'ONU doivent reposer sur les concepts de "peuple" et de "nation", en leur restituant toute leur valeur en tant que signifiants socioculturels et sociopolitiques que nous avons exposé dans la première partie de cet exposé, en partant

d’Otto Bauer, par opposition au phénomène strictement superstructurel et contingent des états. *C’est à la morphologie des états de se conformer aux réalités sociales des peuples et des nations et non l’inverse.* Par conséquent, ce même critère de congruence ou de correspondance du bas vers le haut doit guider la réforme des institutions politiques mondiales, pour qu’elles soient bel et bien inter-nationales et non pas, subrepticement, inter-étatiques. *Il faut que l’architecture des Nations Unies s’ajuste à ce concept, au lieu d’être des États Unis déguisés sous la dénomination de l’ONU.* Il s’agit de faire coïncider le signifiant avec le signifié, dans le sens donné par Saussure, ou même aussi avec la signification dans le sens donné par Barthes. *Et il s’agit, en outre, de la même approche que nous adoptons lorsque nous réclamons que l’Union Européenne articule l’Europe des peuples au lieu de représenter l’Europe des états.*

Cette approche, de plus, renforce deux aspirations qui revêtent un intérêt tout particulier dans le contexte actuel : la démocratisation réelle et effective des sociétés, et le rétablissement de la conception multcentrique originaire des Nations Unies. La démocratisation, ou re-démocratisation, des rapports sociaux et politiques est la réponse nécessaire à la détérioration des rapports entre l’État et les citoyens dont souffrent les institutions des appareils d’état actuels. C’est là l’un des sujets les plus brûlants dans les FSM (Forum Social Mondial), et c’est aussi l’un des facteurs déterminants de la réactivation et de la prolifération des organisations sociales et civiques qui véhiculent l’exercice de la démocratie participative de la part des citoyens pour l’ensemble des peuples de la planète. Et, revoir la conception des Nations Unies est une réponse indispensable à l’uniformisation socioculturelle et identitaire dans la mesure où la polarisation centripète du pouvoir fait souffrir l’humanité dans la globalisation capitaliste et ultralibérale.

Samir Amin signalait, dans sa conférence de Barcelone, organisée par UBUNTU en septembre 2004, ces deux objectifs. D’une part : “L’esprit de la Charte des Nations Unies incite à une vision multcentrique de la globalisation. C’est pourquoi l’on comprend l’organisation de formes de globalisation reposant sur le principe de négociation, unique garantie de respect authentique à la diversité considérée dans toutes

ses dimensions (économique, culturelle et politique) : certainement, culturelles et linguistiques, mais aussi celles qui sont le résultat historique des inégalités de développement économique. Le multicisme respecte tous les états, toutes les nations, “grandes” ou “petites” ; il accepte que chacun d’eux constitue, d’une certaine manière, un centre en lui-même et que, par conséquent, l’interdépendance que renferme la globalisation doit savoir cohabiter avec les exigences légitimes des visions “autocentrées” de tous ses partenaires. Ainsi, la globalisation est “négociée” et, si elle n’est pas absolument égalitaire, elle est du moins conçue pour pallier aux inégalités, et non pour contribuer à les creuser. Concilier, d’une part, ces différences matérielles et, d’autre part, les exigences universelles de paix, de démocratie et de développement, voilà le défi.” Puis, d’autre part : “Restituer à l’ONU (ses fonctions essentielles) n’implique pas de reprendre l’affirmation de la souveraineté absolue des états, considérés comme les seuls représentants des peuples. (...) nous développerons des propositions qui aspirent à remplacer la souveraineté exclusive des états par celle des peuples, dans la perspective de la démocratisation des sociétés.”

Dans la même Conférence de Barcelone de septembre 2004, Birgitta Dahl rappelait et s’appropriait une affirmation faite il y a déjà bien des années par Kwame Nkrumah, qui avait déclaré : “Pour être un bon internationaliste, il faut d’abord être un bon patriote”. Et elle avoue : “Pour moi et mes amis radicaux aux idées affines, qui luttons pour l’internationalisme, il nous avait semblé de prime abord “dépassé” de parler de “patriotisme”. J’avais tort. C’est lui (Nkrumah) qui avait raison”. Et Birgitta Dahl de conclure pour sa part : “Je considère qu’il est important, dans la réalité multiple actuelle, d’avoir une identité claire et de préserver les traditions culturelles. C’est dans le rapprochement actif des cultures que peut se construire un développement nouveau et fécond.”

Par conséquent, nous considérons que nous pouvons parfaitement assumer les trois “changements paradigmatiques” que propose Birgitta Dahl, et qui coïncident sur le fondement comme sur l’orientation, et il nous semble que le premier et le troisième, reformulés à partir de notre propre perspective, présentent un intérêt tout particulier

pour les nations-sans-état. Le premier : “Nous proposons que l'ONU mette en place de façon active des réseaux locaux avec la participation, différente en fonction de chaque problème, de gouvernements, de parlements nationaux (étatiques ou sous-étatiques, ajoutons-nous), de la société civile, des ONG, du domaine de l'enseignement et du secteur privé. Le but, c'est que les partenaires aux idées affines s'unissent, joignent leurs forces, pour tenter de transformer le monde.” Le troisième : “Nous proposons que les parlements nationaux (étatiques et sous-étatiques, ajoutons-nous encore) assument le rôle de devenir des contrôleurs actifs pour exercer le contrôle parlementaire du/des gouvernement(s), voire sur des questions internationales et des problèmes concernant les Nations Unies. Les parlements nationaux (étatiques et sous-étatiques, insistons-nous) devraient recevoir tous les documents importants de l'ONU en même temps que les gouvernements. (...) Il faut renforcer la représentation parlementaire dans les délégations nationales (pas seulement étatiques, donc) qui élèvent des propositions à l'Assemblée Générale et dans les sommets globaux.”

La globalisation économique met en rapport direct les espaces sous-étatiques entre eux que ce soit en-dessous ou au-dessus des rapports inter-étatiques. Sur le plan politique cela justifierait que les espaces sous-étatiques aient un protagonisme plus fort dans la structuration institutionnelle de la communauté internationale. Ceci peut être applicable aux régions mais surtout, particulièrement, aux nations-sans-état. Les nations (sans état) présentent des caractéristiques quant à la volonté politique qui permet d'ajouter la logique strictement économique et la logique politique lorsqu'il s'agit de leur attribuer le droit de représentation institutionnelle dans les organismes internationaux.

Toute représentation d'unités décentralisées implique une plus grande démocratisation de par le rapprochement des citoyens, mais, quand il s'agit des nations sans état, cette étape de la démocratisation est qualitativement supérieure pour ce qu'elle signifie de reconnaissance d'une personnalité collective exprimée politiquement. Dans ce domaine, et pour compléter un certain discours de la gauche mondialiste, il conviendrait de systématiser l'argumentation qui explique pourquoi la démocratie

mondiale est inséparable des droits collectifs des peuples, l'importance de la “reconnaissance” de la diversité et des différences comme base de l'égalité substantive (et pas seulement économique, par conséquent).

Le moment venu de proposer la représentation des nations dans un éventuel parlement mondial, il pourrait être pertinent de différencier deux grands types : les nations-sans-état qui, de façon majoritaire, aspirent à leur indépendance et les nations-sans-état qui se considèrent convenablement reconnues et représentées dans le cadre de l'État dont elles font partie. Bien que ce ne soit pas une différenciation simple, il conviendrait de réfléchir à son utilité. Dans tous les cas, il faut insister pour dire que la démocratisation des institutions internationales doit aller de pair avec l'assomption explicite et active du droit d'autodétermination comme élément fondamental de la démocratie dans le monde. En conséquence, ces nouvelles institutions internationales doivent adopter des mesures pour garantir la participation active des nations à ces dernières, et ce, pleinement et en toute normalité. Si ces mesures étaient réellement mises en place, cela entraînerait la disparition de cette catégorie de “nations-sans-état” (du moins celles qui aspirent à la pleine souveraineté). Une seconde option, tant que les nations sans état sont toujours une réalité, est d'établir un mécanisme pour leur représentation directe dans ce “parlement mondial”. Ou bien, comme troisième option, on pourrait penser à une représentation dans une *assemblée parallèle de nations sans état*.

Partant de cette approche et de ces critères cardinaux, nous nous prononçons pour la création d'un Parlement Mondial. Que ce soit dans les termes de la proposition soumise à débat lors de la Conférence sur la réforme de l'ONU de Barcelone, 2004 : “La création d'une Assemblée de Représentants indépendante (Parlement Mondial), avec des fonctions consultatives au sein du système de l'ONU, et la réalisation de Référendums mondiaux à titre consultatif pourraient contribuer de façon importante à l'amélioration du fonctionnement démocratique du système”. Dans la conception de cette chambre, on devrait compter la présence, par le biais de représentants élus dans leurs propres domaines, de nations-sans-état qui feraient le choix de cette formule. Ou

bien que ce soit selon la conception d'un système bicaméral pour la réforme des institutions politiques internationales, envisagé aussi dans la même conférence de Barcelone ("Système bicaméral qui représente les états et les citoyens du monde"), et repris par Heidi Hautala ("Parlement bicaméral : assemblées élues au suffrage direct (PM) et indirect (AG)") -mais en remplaçant le sujet institutionnel "état" par le sujet de souveraineté politique "nation" ... avec ou sans un état propre. Cela peut paraître utopique : cela ne l'est pas davantage que l'objectif même de démocratiser le treillis institutionnel des Nations Unies actuelles.

**Fundación Galiza Sempre** [www.galizasempre.org](http://www.galizasempre.org)

**Bloque Nacionalista Galego. BNG** [www.bng-galiza.org](http://www.bng-galiza.org)

**EFA-ALE . Alianza Libre Europea.** [www.e-f-a.org](http://www.e-f-a.org)